

S'imaginer-t-on en effet supprimer la cause en remédiant aux effets ?

A-t-on réussi à enrayer la marche de ce chancre, qu'est l'entassement, qui ronge certaines villes anglaises et américaines en y expropriant et démolissant nombre de quartiers malsains pour y reconstruire quelques milliers d'habitations dites hygiéniques, ou si l'on n'a fait qu'anesthésier et désinfecter la plaie ?

Instruits que nous sommes des maux sans nombre qu'engendre déjà l'entassement dans nos villes à peine naissantes, mais appelées par leur situation géographique à devenir des agglomérations considérables, serons-nous justifiables auprès des générations à venir de n'avoir pas démoli—pendant qu'il en était encore temps—les cadres étroits qui se resserrent sur nous et où elles seront enserrées comme dans des étaux ?

S'il est vrai que "le civilisé pense dans l'avenir" et que notre imprévoyance doive être cause des malheurs des générations futures, celles-ci n'auront certes pas lieu de se glorifier du degré de civilisation de leurs ancêtres !

A supposer par ailleurs qu'une évolution profonde fut en voie de se produire qui aurait pour résultat de dégager l'ouvrier urbain de l'infect milieu artificiel où il doit vivre et de le rapprocher davantage de la nature, pourrait-elle parcourir sans achopper le cycle tracé par les mesures les plus prévoyantes, si des mesures énergiques n'étaient simultanément prises en vue de refréner la cupidité qui préside à la plus-value foncière ?

Et d'abord, pourrait-on contester que l'insatiable cupidité humaine ne soit pas cause de cette plus-value foncière qui contribue, à l'égal de l'imprévoyance, à entraver le développement en surface des villes, à renchérir la superficie locative, et, partant, à provoquer l'entassement ?

Ne suffirait-il pas, pour le prouver, d'évoquer la crise financière qui survint au début de la dernière décade, à la suite de l'engloutissement impétueux des capitaux dans l'accaparement inconsidéré de la propriété foncière attenante aux villes ?